



Conseil de sécurité

Distr. générale
12 février 2004
Français
Original: anglais

Lettre datée du 6 février 2004, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la déclaration relative à l'adhésion de la Libye à la Convention sur les armes chimiques publiée par la présidence au nom de l'Union européenne le 5 février 2004 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de l'Irlande
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(signé) Richard **Ryan**



Annexe à la lettre datée du 6 février 2004, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : anglais, espagnol et français]

Déclaration publiée le 5 février 2004 par la présidence au nom de l'Union européenne sur l'adhésion de la Libye à la convention sur les armes chimiques

L'Union européenne rappelle la déclaration faite par la présidence italienne le 20 décembre 2003 concernant la déclaration sur les armes de destruction massive qu'avait faite M. Abdulrahman Shalgam, Ministre des affaires étrangères de la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, au nom du colonel Kadhafi, le 19 décembre 2003.

L'Union européenne se félicite des mesures qui ont été prises depuis lors, en particulier de la récente ratification par la Libye du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de son adhésion à la Convention sur les armes chimiques; elle espère que la Libye mettra en oeuvre rapidement et totalement ces instruments internationaux fondamentaux.

L'Union européenne espère que la Libye signera, ratifiera et mettra en oeuvre le protocole additionnel à l'accord de garanties qu'elle a conclu avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ces démarches seraient autant de témoignages supplémentaires de la volonté de la Libye de respecter pleinement le cadre juridique existant en matière de non-prolifération.

Conformément à la stratégie qu'elle a adoptée récemment contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, l'Union européenne prône l'universalisation et le renforcement des traités et des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération et encourage les autres États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à ces instruments.

L'Union européenne est convaincue que la Libye peut jouer un rôle central en encourageant d'autres pays, particulièrement ceux de sa région, à suivre son exemple et à s'associer aux efforts internationaux pour promouvoir le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive.

Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie, pays adhérents, la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie, pays candidats, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la Serbie-et-Monténégro, pays du processus de stabilisation et d'association, ainsi que l'Islande et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, se rallient à cette déclaration.